

Lorsque la durée du travail prévue au contrat de travail du salarié est inférieure à trente-cinq heures par semaine, le montant de l'aide est réduit par application du rapport entre la durée prévue au contrat et la durée collective applicable à l'organisme employeur où est créé le poste.

## Section 1-1 : Contrat unique d'insertion

### Sous-section 1 : Dispositions générales

#### R. 5134-14

Décret n°2014-524 du 22 mai 2014 - art. 16

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pôle emploi, les organismes mentionnés à l'article **L. 5314-1** et au 1° bis de l'article **L. 5311-4**, ainsi que les recteurs d'académie pour les contrats mentionnés à l'article **L. 5134-125**, peuvent attribuer pour le compte de l'Etat des aides à l'insertion professionnelle en application de l'article **L. 5134-19-1**, dans le cadre des missions d'insertion professionnelle que l'Etat leur confie par une convention ou par un marché et dans la limite de l'enveloppe financière qu'il notifie annuellement à chaque organisme.

#### R. 5134-15

Décret n°2012-1211 du 31 octobre 2012 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque les organismes mentionnés à l'article **L. 5314-1** et au 1° bis de l'article **L. 5311-4**, ainsi que les recteurs d'académie pour les contrats mentionnés à l'article **L. 5134-125** prennent des décisions ou attribuent des aides à l'insertion professionnelle, pour le compte de l'Etat en application de l'article **L. 5134-19-1**, ils statuent également au nom de l'Etat en cas de recours gracieux formés contre ces décisions. Les recours hiérarchiques sont portés devant le préfet de région.

#### R. 5134-16

Décret n°2013-938 du 18 octobre 2013 - art. 1 (VD)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La convention annuelle d'objectifs et de moyens prévue à l'article **L. 5134-19-4** comporte une annexe, dont le modèle est fixé par arrêté du ministre chargé de l'emploi, faisant apparaître la liste des taux de prise en charge de l'aide financière définis en application du dernier alinéa de l'article **L. 5134-19-1**, du cinquième et du sixième alinéa de l'article **L. 5134-19-4**. Cette annexe mentionne également le nombre prévisionnel d'aides à l'insertion professionnelle attribuées par le président du conseil départemental, selon que l'aide est financée pour partie ou en totalité par le département.

La convention annuelle d'objectifs et de moyens peut être modifiée en cours d'année par avenant.

#### R. 5134-17

Décret n°2012-1211 du 31 octobre 2012 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La demande d'aide à l'insertion professionnelle, dont le modèle est fixé par arrêté du ministre chargé de l'emploi, comporte :

- 1° Des informations relatives à l'identité du bénéficiaire et à sa situation au regard de l'emploi, des allocations dont il bénéficie et de sa qualification ;
- 2° Des informations relatives à l'identité et aux caractéristiques de l'employeur ;
- 3° Des informations relatives à la nature, aux caractéristiques et au contenu du contrat de travail conclu avec le salarié ;
- 4° Les modalités de mise en œuvre de l'aide à l'insertion professionnelle, notamment :
  - a) La nature des actions prévues au cours du contrat d'accompagnement dans l'emploi ou du contrat initiative-emploi, respectivement, en matière d'orientation et d'accompagnement professionnel, de formation professionnelle et de validation des acquis de l'expérience, en application de l'article **L. 5134-22**, et en matière d'accompagnement professionnel et, le cas échéant, de formation, en application de l'article **L. 5134-65** ;